

Les Amériques en mars 2002

Afef Benessaïeh



La reprise économique semble amorcée aux États-Unis et au Canada, mais au centre et au sud du continent, les perspectives économiques demeurent médiocres. Ce mois-ci, plusieurs dossiers d'importance ont fait la nouvelle, dont le bois d'œuvre, l'acier, la Conférence de Monterrey, le froid diplomatique entre le Mexique et Cuba, voire encore le "latintour" de Bush en Amérique centrale et au Pérou.

*
* *

Sommet de Monterrey : la dangereuse misère du monde

La Conférence internationale sur le financement du développement convoquée par les Nations Unies (ONU) s'est tenue à partir du 21 mars à Monterrey, une ville industrielle du nord-est du Mexique. Kofu Annan et James D. Wolfensohn, respectivement Secrétaire général de l'ONU et Président de la Banque mondiale, ont tous deux annoncé dès l'inauguration de l'évènement que l'objectif ambitieux de la rencontre était d'inciter les pays développés à doubler leur enveloppe d'aide, pour la porter à plus de 100 milliards de \$ É.U. par année. Wolfensohn a par ailleurs proféré un commentaire d'un cynisme troublant sur l'importance d'augmenter l'aide aux pays en développement : non seulement s'agit-il de réduire la pauvreté dans le monde pour des raisons morales, mais aussi et surtout pour la sécurité des pays riches... Masses miséreuses, masses dangereuses, aurait-on dit en d'autres temps.

Peu avant la conférence, les États-Unis et l'Union européenne ont joué à une sorte de surenchère de la bonne conscience et annoncé qu'ils augmenteraient leur enveloppe d'aide au développement, de 10 milliards sur les trois prochaines années pour les États-Unis, et de 20 milliards sur les quatre prochaines années pour l'UE. Des mots dans le cas de Bush, puisqu'à Monterrey il n'en a offert que la moitié, soit 5 milliards. Rappelons que l'engagement nouveau des États-Unis à augmenter leur aide extérieure est d'une certaine importance. De l'ensemble des pays industrialisés, ils sont les plus riches mais aussi les moins généreux : moins de 0,1 % de revenu national est alloué à l'aide extérieure, en comparaison de 0,3 % pour l'UE, ce qui n'est déjà pas grand chose même si c'est relativement mieux. Le débat est d'ailleurs loin d'être clos du côté américain. Les critiques pleuvent

actuellement sur la Banque mondiale, à qui il est reproché d'être inefficace et de gaspiller l'argent des contribuables américains ...

La rencontre a aussi permis de dégager un nouveau "consensus" le "consensus de Monterrey", reconnaissant, chose renversante par son ingénuité, que le développement est un processus compliqué qui demande bien plus que la seule charité des pays riches. Plus pertinemment, le consensus met l'emphase sur la nécessité d'améliorer les flux de capitaux entre le Nord et le Sud, de les diversifier davantage entre les pays en développement et de lier aide au développement et promotion de la bonne gouvernance. Le document adopté à l'issue de la conférence réaffirme aussi le

credo maintenant prédominant, quoique pas nécessairement fondé, sur le commerce international comme source de croissance et développement et de réduction de la pauvreté. Dans son édition du 25 mars, *The Economist* se surpasse encore une fois dans l'ultra-libéralisme distingué qui fait sa marque et commente : "America and Europe must put their money where their mouth is : and developing countries must convince donors that aid to them would not be money wasted." Curieux conseil : demander la charité n'est pas suffisamment humiliant, encore faut-il pour plaire à ces messieurs savoir les convaincre que l'on saura dépenser bien et raisonnablement les miettes qu'ils daigneront offrir.

ALÉNA : la reprise

États-Unis

C'est maintenant chose formelle, le Président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan a fini par abonder dans le sens des optimistes et a annoncé au Sénat le 7 mars dernier l'amorce d'une reprise économique aux États-Unis, un discours différent et beaucoup plus optimiste que celui qu'il avait présenté le 27 février dernier devant le Comité sur les services financiers de la Chambre des Représentants. Même s'il a annoncé que plusieurs signes encourageants permettaient de croire à une telle reprise, il a cependant tenu à préciser que "son ampleur demeurerait incertaine". À sa réunion du 19 mars, la Fed a par ailleurs laissé inchangés les taux d'intérêt en vigueur, actuellement à 1,75 %. La Fed a aussi révisé les chiffres de la croissance pour le dernier trimestre 2001, soit 1,4 %, un chiffre repris par le Fonds monétaire international (FMI) dans son *Panorama de l'économie mondiale* pour 2002. Pour 2002, la Fed estime que le PIB pourra atteindre un taux de croissance de 2,5 à 3 %. Le National Bureau for Economic Research (NBER) a quant à lui abondé dans le sens de la Fed et

laissé savoir le 13 mars, en se basant sur les données à l'emploi, que la récession tirait à sa fin. Rappelons que le NBER ne se base pas sur le PIB, pour périodiser les cycles économiques, mais sur l'emploi, le revenu réel des ménages, la production industrielle et les ventes au gros et au détail.

Les données sur l'emploi aux États-Unis montrent d'ailleurs de bons résultats pour février, tandis que les données sur les dépenses des consommateurs chez les détaillants, restaurants et commerçants d'automobiles, montrent une légère hausse de + 0,3 % pour la même période, et que l'indice d'inflation a atteint les 0,2 %. La confiance des consommateurs est d'ailleurs plus forte que jamais, et ce, même si le taux d'épargne des particuliers n'a jamais été aussi bas : 0,4 % du revenu personnel disponible pour le quatrième trimestre 2001 et 1,6 % pour l'année entière. En février, la production industrielle a progressé de 0,4 %, contre +0,2 % en janvier, et le taux d'utilisation des capacités de production a augmenté légèrement de 0,3 % entre janvier et février dernier, ce qui le porte à 74,8 %. Selon le Département du travail des États-Unis, plus de 66 000 nouveaux emplois ont

été créés en février dernier, une nouvelle d'importance si l'on considère que depuis juillet dernier, aucune nouvelle création n'avait été enregistrée, et que pour le seul mois de janvier, plus de 12 600 avaient été perdus — les pertes d'emploi entre septembre et janvier totalisant quelque 1,2 millions. Au mois de février, le taux de chômage a légèrement baissé, de 5,5 à 5,4 %, ce qui a contredit les estimations des économistes qui s'attendaient à une tendance à la hausse. Par composition de la population, le taux de chômage enregistré varie grandement : entre janvier et février, il a diminué de 16,1 à 15,6 % pour les jeunes travailleurs, de 7,6 à 7,1 % pour les travailleurs d'origine latino-américaine, il a atteint les 9,6 % pour les travailleurs afro-américains, et a diminué de 5 à 4,9 % pour les blancs. Le taux de productivité du secteur privé s'est également accru, de 5,2 % au dernier trimestre 2001.

Malgré de meilleurs résultats du côté de l'emploi, l'Association nationale des manufacturiers (NMA) a dénoncé dans un rapport circulant dès la mi-mars le fait que des centaines de milliers d'emploi ont été perdus en 2001, et ce, principalement en raison de la surévaluation de près de 30 % du dollar américain. La NAM regroupe près de 350 associations sectorielles et quelque 14 000 entreprises industrielles dans le pays. Selon ce rapport, la politique d'une devise forte aurait favorisé la hausse des importations de produits manufacturés, diminué les parts de marché à l'exportation des firmes du pays et entraîné de milliers de mises à pied et favorisé la relocalisation d'entreprises à l'extérieur des États-Unis. Statistiques à l'appui, la NAM rappelle que les exportations de biens manufacturés ont chuté de plus de 21 %, pour un manque à gagner de 140 milliards de \$ É.U., entre août 2000 et décembre 2001, ce qui aurait creusé davantage la "récession manufacturière" qui affecte ce secteur depuis maintenant deux ans.

- Le 8 mars, le Sénat a approuvé une version remaniée du nouveau plan de

relance économique du Président Bush, prévoyant d'élargir les bénéfices d'assurance-chômage et de réactiver l'économie grâce à des réductions fiscales de près de 43 milliards de \$ É.U. (sur les prochains dix ans), notamment sur les impôts perçus sur les entreprises. Les chômeurs, qui totalisent les 1,6 millions de personnes, pourront maintenant recevoir jusqu'à 13 semaines additionnelles en assistance publique. Les 9 représentants démocrates au Sénat ont tous voté contre la loi, qui est passée par une confortable majorité de 85 voix pour. Les démocrates espéraient en effet promouvoir une loi qui aurait incorporé davantage de compensations pour les travailleurs, incluant un meilleur accès aux services de santé. La loi, manifestement reçue avec ravissement par le milieu des affaires aux États-Unis, prévoit notamment des incitations fiscales particulières aux entreprises œuvrant dans la ville de New York, dont l'économie a été particulièrement affectée par les événements de septembre, ainsi que des réductions d'impôts sur les profits internationaux des firmes américaines et de même que pour les entreprises de la haute technologie investissant dans l'équipement informatique.

- L'affaire Enron Andersen, qui n'est que la pointe de l'iceberg, continue de faire des vagues aux États-Unis, au point d'obliger l'administration Bush à réagir. Dans un discours prononcé le 7 mars, le président Bush n'a pas suivi son secrétaire au Trésor, Paul O'Neil qui souhaitait voir les procédures judiciaires contre les dirigeants d'entreprises « négligents » renforcées, encore moins ceux qui souhaitaient voir le droit des affaires renforcé. Plutôt, il a proposé un plan en dix points qui en appelle surtout aux « devoirs » des dirigeants des entreprises et à une plus grande transparence dans la diffusion de l'information aux actionnaires ; en un mot, à une meilleure « gouvernance d'entreprise ». Néanmoins, puisqu'il fallait bien faire quelque chose mais pas trop quand même pour rétablir la confiance en l'indépendance et l'intégrité des sociétés d'audit, il a annoncé deux

mesures. D'une part, les pouvoirs de la Securities and Exchange Commission (SEC) seront renforcés, la commission ayant notamment le mandat d'établir des règles de conduite en matière de vérification des comptes. Et d'autre part, un conseil de surveillance des sociétés d'audit sera mis sur pied. Ce conseil, indépendant mais placé sous l'autorité de la SEC, aura le mandat d'établir un code de « conduite et de compétence » qui devra obéir aux « standards éthiques les plus élevés », comme si le sens éthique et les affaires étaient si peu compatibles qu'il faille la surveillance de l'État pour les réconcilier.

- Côté commerce extérieur, par contre, rien de très positif aux États-Unis. Le déficit courant pour 2001 s'élève à – 366,9 milliards de \$ É.U. et le déficit commercial sur les marchandises, à – 426,6 milliards, une baisse d'ensemble de 6,1 % par rapport à l'année précédente. Pour le mois de janvier, le déficit commercial sur les marchandises s'établit à 34,1 milliards de \$ É.U., une augmentation de plus de 15,4 % par rapport au mois précédent, et la hausse la plus importante depuis février 1999. Le solde sur les services demeure positif, 5,5 milliards de \$, mais en recul par rapport à décembre (6,3 milliards). C'est curieux mais pas nécessairement absurde. Tout semble indiquer en fait que les autorités américaines tentent maintenant d'établir une corrélation entre croissance du déficit et reprise économique. Au Canada, c'est à l'inverse les surplus commerciaux qui semblent être retenus comme indicatifs de la bonne santé économique du pays. Au mois de janvier, l'excédent commercial s'est élevé à 5,10 milliards de \$ Can., un sommet qui ne s'était pas vu depuis mai dernier, tandis que les exportations ont crû de 3,1 % (pour 33,01 milliards de \$ Can) et les importations de 1,6 % (pour 27,92 milliards de \$ Can.) entre décembre 2001 et janvier 2002. Le secteur aérospatial a contribué en grande partie à l'amélioration des résultats commerciaux, avec un bond de + 10,8% des exportations de machineries et équipements, pour 612 millions de \$ Can. de ventes pour

l'aérospatial. Deux bémols cependant : le niveau des exportations reste de près de 14 % inférieur à celui enregistré en janvier 2001 et le déficit commercial avec les autres pays s'est creusé, pour atteindre – 2,5 milliards de \$.

Canada

Au Canada, les statistiques économiques montrent également de bons signes de reprise. Début mars, et suivant au pas la Fed, la Banque du Canada a mis fin à plus d'un an de baisses consécutives des taux d'intérêt, et pour laisser son taux de financement au jour le jour à 2 % et son taux d'escompte à 2,25 %, et ce, même si l'analyse annuelle du Fonds monétaire international (FMI) sur le Canada, publiée le 12 mars, indique que la Banque du Canada dispose encore d'une bonne marge de manœuvre pour baisser davantage les taux d'intérêt en vue de réactiver l'économie. Le gouverneur de la Banque, David Dodge, a aussi annoncé à la mi-mars qu'il prévoyait que le taux de croissance économique atteindra les 3 à 4 % pour 2002, pour présenter de meilleurs résultats encore en 2003. Pour le Québec, les estimations du gouvernement Landry sont que la croissance atteindra les 1,7 % en 2002. Selon des données révisées de Statistique Canada, le PIB pour l'ensemble du pays a enregistré une hausse de 0,5 % au dernier trimestre 2001 — tandis que la demande intérieure a affiché une faible hausse de 0,2 % — ce qui amène la croissance pour l'ensemble de l'année 2001 à 1,5 %. Pour le mois de janvier 2002, la Banque centrale estime que le PIB a crû de +0,6 % par rapport au mois précédent. Les dépenses des consommateurs ont aussi pris un bel air d'aller au dernier trimestre de l'année, pour une hausse de près de 6 milliards de \$ Can. par rapport au trimestre précédent, particulièrement concentrée dans l'achat de véhicules automobiles. Les ventes de détail et de gros ont, respectivement, bondi de 10 et 2 % au mois de janvier dernier. Cela dit, pour les entreprises, les résultats de l'économie en 2001 se montrent peu satisfaisants. Les

bénéfices d'exploitation des entreprises canadiennes montrent un bilan piteux au dernier trimestre 2001, chutant de plus de 5,6 % ou 33,8 milliards de \$ Can. par rapport au trimestre précédent, ce qui constitue la contraction la plus importante depuis 1996, tandis que les industries n'ont fonctionné qu'à 80 % de leur capacité pendant ce même trimestre. D'un autre côté, les caisses de retraite ne génèrent plus les revenus auxquels les employeurs étaient maintenant habitués et ceux-ci pourraient se voir obligés de hausser leur contribution, actuellement de l'ordre de 5 % de la masse salariale. Pour 2001, les caisses de retraite ont en effet enregistré un taux de rendement d'à peine 0,1 % pour l'ensemble du pays — un manque à gagner de 40 à 50 milliards de \$ Can. sur un total de 600 milliards de \$ Can. par rapport aux données du début 2001 —, et jusqu'à - 5 % pour les fonds gérés par la Caisse de dépôts et placements du Québec.

- Statistique Canada vient de publier son bilan annuel des investissements internationaux pour l'année 2001. Les actifs canadiens à l'étranger, fortement gonflés par la dépréciation du dollar canadien, s'élèvent à 904,5 milliards de \$ Can. et le passif, à 1107,9 milliards, soit un bilan net de - 203,4 milliards de \$ Can., en très légère augmentation par rapport à 2000. Rappelons que le PIB du Canada s'élevait en 2001 à 1084,1 milliards de \$ Can. Les investissements directs et de portefeuille représentent 69 % de tous les avoirs canadiens à l'étranger, contre 35 % en 1980, et 77 % des engagements extérieurs, contre 62 % en 1980. Au niveau des avoirs, la croissance des investissements de portefeuille continue d'être plus rapide que celle des investissements directs, ces derniers s'élevant à 43 % des avoirs. Les États-Unis continuent d'être la principale destination des investissements directs canadiens à l'étranger, avec 51 % des investissements totaux, mais on notera que le recul de la part de l'Union européenne dans le total se poursuit tandis que celle des autres pays continue d'augmenter. Les prises

de contrôle dans le secteur financier continuent de jouer un rôle important, ce secteur représentant quelque 38 % des investissements directs canadiens à l'étranger en 2001 contre 15 % en 1980. Pour ce qui concerne les engagements extérieurs, ce sont surtout les investissements de portefeuille qui attirent l'attention. La proportion de l'investissement de portefeuille relativement à l'investissement direct au Canada est cependant en baisse depuis 1994. Elle est de 1,7 en 2001 contre 2,5 en 1994. Ce sont les États-Unis, avec 67 % du total de l'investissement direct en 2001 qui sont les premiers investisseurs, devant l'Union européenne avec 24 %, qui avait vu sa part augmenter fortement en 2000 suite à deux acquisitions majeures. Plusieurs prises de contrôles importantes dans le secteur de l'énergie en 2001, mais dans l'ensemble, la part des investissements directs dans les secteurs des ressources et des industries traditionnelles continue de diminuer, au profit du secteur financier et de celui de la « nouvelle économie ».

- Enfin, le taux de chômage au Canada enregistré en février a montré des signes de stabilité, puisqu'il reste fixé aux 7,9 % atteint le mois précédent, tandis que Statistique Canada estime que près de 5900 nouveaux emplois sont venus s'ajouter ce mois-ci aux plus de 76 000 emplois créés en janvier. Au Québec, et bien que près de 10 000 emplois aient été créés en février, le taux de chômage a légèrement augmenté, pour passer de 9,1 à 9,3 % sur une base mensuelle. En Ontario, les statistiques montrent une baisse mensuelle de 0,5 %, soit de 7,4 à 6,9 %. Dans l'ensemble du pays, le secteur manufacturier a regagné de la vigueur, avec 62 000 nouveaux emplois en février de cette année, contre plus de 115 000 mises-à-pieds l'an dernier. En comparaison avec les États-Unis, les chiffres de l'emploi pour l'an 2001 au Canada sont relativement plus faibles. En effet, un rapport de Statistique Canada publié le 14 mars indique que la productivité du travail a augmenté de 1,2 % au Canada, tandis qu'il a

atteint les 1, 9% aux États-Unis ; les coûts unitaires de la main-d'œuvre et la rémunération horaire ont, respectivement, crû de 2,7 et 3,8 % au Canada, contre 3,9 et 5, 9 % aux États-Unis.

. Un drôle de débat sur la valeur du huard a fait rage dans la presse canadienne à la mi-mars : si tout le monde sait bien que le dollar a substantiellement perdu de sa valeur depuis l'entrée en fonction du gouvernement Chrétien en 1993, la vérité toute nue ne semble pas faire que des heureux. Le dollar canadien a en effet été quelque peu malmené sur les marchés à la mi-mars, suite aux malencontreux commentaires du ministre Manley sur la politique de sous-évaluation de la devise canadienne adoptée depuis l'ALÉNA. Jusqu'à la mi-mars, le huard semblait remonter la pente puisque après avoir atteint des creux inquiétants au mois de janvier, les 63 cents pour un dollar É.U. peu après l'annonce par la Banque du Canada de ses estimations assez optimistes sur la relance actuelle de l'économie canadienne. Les commentaires du Ministre sur le fait qu'une devise faible bénéficiait au secteur exportateur, et que ce dernier survivrait difficilement une réappréciation du dollar, ont été négativement interprétés par les marchés financiers. Le 14 mars, soit le jour suivant, le dollar canadien plongeait à 0,6263 \$ É.U., pour se rapprocher à 0, 6284 \$ É.U. le lendemain. Les ministres Manley et Martin ont pris soin de déclarer immédiatement que le gouvernement souhaitait dès maintenant promouvoir une politique de soutien de la devise, calmant ainsi la belle tempête dans un verre d'eau déclenchée quelques jours plus tôt par la franchise de Manley. Actuellement, le dollar canadien semble sur la voie d'une réappréciation, ayant de nouveau dépassé la barre des 63 cents depuis le 19 mars (63,32 au 20 mars). Des économistes de la Banque Toronto Dominion prévoient par ailleurs un raffermissement de la devise canadienne, qui devrait atteindre les 65 cents cette année et 67 cents l'an prochain, tandis que les taux d'intérêt recommenceront de monter à partir de juin prochain.

- Le dossier de l'acier commence à prendre un dangereux tournant. Chacun y va maintenant de ses mesures de représailles suite à l'annonce du 5 mars dernier du président Bush de l'application de nouveaux tarifs de 8 à 30 % sur les produits de l'acier entrant sur le marché américain. Seuls le Canada et le Mexique, ainsi que quelques pays en développement (conformément aux normes de l'OMC sur les mesures de sauvegarde) sont épargnés. Au Canada, on se serait attendu à ce que les producteurs canadiens manifestent leur soulagement mais en fait de soulagement, le secteur canadien de l'acier a plutôt sonné l'alarme, la nouvelle mesure tarifaire états-unienne venant s'ajouter à une série d'initiatives tarifaires prises récemment par le Mexique (un tarif de 35 % sur l'acier, annoncé au 16 mars) et envisagées maintenant par l'Union européenne. Les producteurs canadiens craignent en effet d'être maintenant un des seuls marchés ne bénéficiant d'aucune protection tarifaire, ce qui, si Ottawa ne réagit pas, pourrait sous peu permettre une véritable invasion d'importations de l'acier, soit près de 16 millions de tonnes, détournées du marché américain par l'imposition du nouveau tarif dissuasif. Le Canada a donc décidé d'ouvrir une enquête sur les importations d'acier. Annoncée le 22 mars par le secrétaire d'État aux institutions financières internationales, John McCallum, l'enquête qui sera confiée au Tribunal canadien du commerce extérieur, doit établir si les importations d'acier causent ou non un préjudice aux producteurs nationaux. Le tribunal dispose de 105 jours pour faire ses constatations. Si le préjudice était démontré, le Canada pourrait à son tour prendre des mesures de sauvegarde.

- L'annonce du nouveau tarif sur l'acier a provoqué un tollé dans plusieurs pays exportateurs qui ont dénoncé le caractère protectionniste de cette initiative, dont la Russie qui a menacé de suspendre ses importations de poulet américain (la presse russe parlant des "cuisses à Bush")— la Russie recevant plus de la moitié des exportations américaines de ce produit,

(entre 600 et 800 millions de \$ É.U. par année). L'UE pour sa part a déposé plainte à l'OMC, provoquant l'exaspération de Mike Moore, le directeur général, qui a fini par semoncer les États-Unis et les pays exportateurs d'acier en leur conseillant de régler leurs affaires entre eux. L'UE a établi sa liste des produits qui seront visés par les mesures compensatoires qu'elle décidera en représailles envers les États-Unis si ces derniers n'offrent pas de compensation comme le prévoit l'Accord sur les mesures de sauvegarde de l'OMC. Habilement, l'Union européenne entend viser des produits en provenance d'États où le parti républicain pourrait avoir des difficultés aux prochaines élections. Comme on pouvait s'y attendre également, elle a adopté des mesures de sauvegarde provisoires pour se protéger contre d'éventuels détournements de commerce vers son marché. Furieux à l'annonce des États-Unis de hausser les tarifs sur l'acier — les États-Unis constituent le premier marché du Brésil pour ses exportations d'acier et reçoit plus de 30 % de sa production —, le Brésil a pour sa part tenté de mener campagne contre cette décision, dénonçant le protectionnisme sans scrupule du pays qui prétend promouvoir le libre-échange ailleurs que chez lui. Le Brésil a aussi plaidé sa cause auprès de l'UE et demandé un traitement préférentiel pour son acier, ce qui lui a été refusé au début mars. Piteux mais pas vaincu, le Brésil a maintenant décidé de mener la bataille à l'OMC, en duo avec l'UE. Le Japon et la Corée du sud ont aussi décidé de porter plainte devant l'OMC, la Chine a entrepris des négociations de la dernière chance avec des États-Unis. Pour plus de détail sur cette affaire, consulter aussi la chronique thématique en ligne.

- Après l'acier, le bois d'œuvre. Cette fois, les négociations n'ont absolument rien donné. Les Américains ont là encore décidé de frapper fort : le 22 mars, le département du Commerce des États-Unis a rendu ses déterminations finales de subvention et de dumping. Le verdict est qu'un tarif de 29 %, accumulant droits compensatoires (19,31 %)

et anti-dumping (9,67 %), sera imposé à partir du 7 mai prochain sur les produits canadiens, une décision que Pierre Pettigrew a immédiatement qualifiée de décision "obscène". Mars avait pourtant donné lieu à des négociations assidues, tandis que le ministre canadien du Commerce international avait tactiquement décidé dès la première semaine de mars de faire la pression sur les États-Unis en portant de nouveau l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le 22 mars, Pettigrew a également annoncé qu'il entamerait une plainte formelle dans le cadre de l'ALÉNA, visant l'établissement d'un groupe spécial binational en charge d'examiner l'affaire en vertu du traité. Ces deux démarches pourront prendre jusqu'à deux ans.

Le mois dernier, le Canada avait déjà annoncé officiellement son intention de demander la constitution d'un groupe spécial en vertu du chapitre 19 de l'ALENA. Il s'agit donc d'une nouvelle étape. Le Canada demande maintenant à l'OMC d'examiner trois choses : 1. les raisons de lancer une enquête anti-dumping alors que les renseignements étaient insuffisants et que ceux-ci ne faisaient pas la preuve qu'il y avait dumping ; 2. la conformité des modes de calculs américains aux règles en cours à l'OMC ; et, 3. l'application de la pratique de la remise à zéro, une formule qui permet d'éviter la compensation des marges de dumping entre catégories. Fin février, le Canada avait également émis un avis d'intention à l'effet de demander en vertu du chapitre 19 de l'ALENA la mise sur pied d'un groupe d'experts chargé d'examiner la décision des États-Unis. C'est donc maintenant chose faite. Visiblement ébranlé par la tournure qu'ont prise les négociations, le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, a immédiatement annoncé sa décision d'engager officiellement sa procédure. Dans un cas comme dans l'autre, on peut s'attendre à un résultat favorable, mais dans l'immédiat, la décision américaine va avoir des effets considérables sur l'industrie canadienne du bois d'œuvre.

Second producteur canadien derrière la Colombie-Britannique, le Québec (25 % de la production canadienne de bois d'œuvre résineux, contre 47 % pour la Colombie-Britannique) sera durement touché. Plus de la moitié de la production québécoise de bois de sciage est exportée aux États-Unis. Déjà ébranlé (quelque 7000 travailleurs sur les 30000 que compte l'industrie ont perdu leur emploi en 2001), le secteur du bois au Québec devrait perdre au bas mot 1500 emplois dans les mois qui viennent si aucune solution n'intervient rapidement. On peut s'attendre maintenant à voir l'industrie se tourner vers Ottawa et Québec pour réclamer des mesures d'aide. Ce qui n'empêche pas pendant ce temps, le Représentant au commerce des États-Unis, Robert Zoellick, qui ne manque pas d'humour, de continuer de parler de libre-échange et de présenter les États-Unis comme les champions du libre-échange (*Financial Times*, 12 mars 2002). Le même message a été livré par celui-ci à Sao Paulo le 13 mars et à Santa Marta (Colombie), le 14 mars, sur fond de convergence économique et de lutte contre le terrorisme.

Faisant suite aux ententes prises dans le cadre des discussions de décembre sur la "frontière intelligente" entre le Canada et les États-Unis, des douaniers américains ont été affectés depuis le 25 mars à plusieurs ports canadiens d'importance, dont Montréal, Vancouver et Halifax. Ils inspecteront les marchandises en transit vers les États-Unis. Des douaniers canadiens en poste aux ports de Newark et Seattle en feront de même avec les cargaisons en direction du Canada. En outre, les États-Unis ont également déployé à la frontière canadienne des centaines de soldats de la garde nationale, une mesure expliquée avec fine poésie par le vice-premier ministre canadien comme visant à "progresser vers la gestion d'un meilleur système de risques à la frontière". Le 21 mars dernier, les États-Unis ont aussi signé un accord sur la sécurité et le transit frontalier avec le Mexique, visant principalement à moderniser la frontière, permettre le partage

d'informations entre les autorités des deux pays, et faciliter le transit de marchandises et de voyageurs légaux. Ce nouvel accord prévoit notamment l'instauration d'un système de voies rapides pour les voyageurs fréquents, la mise en place d'équipements modernes permettant de passer au rayon laser et vidéo les cartes d'identité et plaques d'immatriculation, et la mise en vigueur d'un système d'inspection des camions de charge en marge des couloirs d'affluence. Les fonds prévus pour une telle modernisation de la frontière proviendront essentiellement de la Banque de développement d'Amérique du nord. Il est estimé que plus de 300 millions de personnes, 90 millions de voitures et 4,3 millions de camions traversent légalement cette frontière terrestre chaque année.

Mexique

Au Mexique, la reprise se fait attendre, et quelques indicateurs montrent pour le moment des résultats plutôt mitigés. Début mars, le sous-gouverneur de la Banque du Mexique (Banxico) a affirmé que la croissance économique ne reprendra de l'allant qu'à partir des troisième et quatrième trimestres de cette année, ce qui portera le taux annuel de croissance du PIB à environ 1,5 % pour l'ensemble de 2002, un chiffre qui correspond aux estimations du Fonds monétaire international (FMI). Il a aussi estimé que l'inflation atteindra les 4,5 % en 2002. En février dernier, le taux d'inflation a été négatif (-0,06 %), après avoir atteint les 0,92 % le mois précédent (le taux pour 2001 ayant dépassé les 4,4 %). Aussi, et malgré la chute des revenus du pétrole (17,3 milliards de \$ É.U. en janvier, une chute de 39 % par rapport à janvier 2001) et la réappréciation de la devise mexicaine, les comptes publics ont enregistré un surprenant surplus en janvier, d'environ 104 millions de \$ É.U. (950 millions de pesos), et ce, même si le gouvernement a dépensé d'avantage (+ 8,9%) ce mois-ci qu'en janvier 2001.

L'activité des secteurs automobile et textile permet de tâter le pouls des

consommateurs et de spéculer sur la vigueur des industries les plus intégrées au commerce international. Les ventes de voitures, au seul mois de février, ont été de 80 000 véhicules pays, ce qui constitue le chiffre de ventes le plus important depuis février 1997. Par contre, l'industrie textile ne va pas bien : près de 18 000 travailleurs ont été licenciés pendant les deux premiers mois de l'année 2002. Le secteur des services et de la restauration montre aussi des résultats peu reluisants : en janvier et février, plus de 5 % des travailleurs de ce secteur, soit 40 000 personnes sur 800 000, ont perdu leur emploi (ce qui s'ajoute aux 110 000 emplois perdus en 2001 dans ce seul secteur, représentant plus de 30 % du total des pertes d'emploi en 2001). Enfin, les chiffres commerciaux montrent une contraction des activités extérieures de l'économie. Les exportations et importations ont toutes deux chuté de près de 9,9 % au mois de janvier dernier, par rapport aux chiffres du mois précédent. Le déficit commercial a diminué, atteignant au mois de janvier dernier 734 millions de \$ É.U., une nette baisse si comparé aux 1,3 milliards de \$ É.U. atteint en décembre 2001, ou aux 944 millions de \$ É.U. enregistrés pour janvier 2001. Bilan : piteux.

- Le Mexique a par contre été choyé par les organismes multilatéraux ce mois-ci. À la mi-mars, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement lui ont octroyé un prêt conjoint totalisant les 1 950 millions de \$ É.U., qui sera affecté à des programmes publics de décentralisation (300 millions) et de formation de la main-d'œuvre (300 millions), ainsi qu'au Plan de développement humain *Oportunidades* (1 350 million) promu par l'administration Fox en faveur de l'éducation, de la santé, de l'alimentation et du développement social des familles mexicaines en milieu rural et urbain. *Oportunidades* reprend et élargit les prestations d'aide sociale allouées aux familles les plus démunies du Mexique dans le cadre du *Progresá* ; il en étend aussi la mise en oeuvre dans les zones urbaines. Pour la BID, il s'agit du prêt le plus élevé de

son histoire accordé à un pays en développement (voir <http://www.iadb.org/exr/PRENSA/2002/cp1002e.htm> pour plus d'informations). Selon l'économiste et chroniqueur Julio Boltvinik, plus de 60 % de la population vivant dans des conditions de pauvreté extrême est concentrée dans les zones urbaines, tandis que seuls 7 % des programmes publics étaient jusqu'à récemment canalisés vers ces zones. Boltvikinik estime également que plus 75 millions de Mexicains, vivent en-dessous du seuil de pauvreté, dont 45 millions dans la pauvreté extrême. Ces chiffres sont alarmants puisqu'il concernent plus de la moitié de la population mexicaine, estimé dans les derniers recensements à un peu plus de 90 millions.

- Les relations entre le Mexique et Cuba se sont sérieusement refroidies ce mois-ci. Pour commencer, le Secrétaire aux relations extérieures Jorge G. Castañeda a mis son administration dans l'embarras après que ses déclarations imprudentes à Miami aient déclenché l'invasion de l'ambassade du Mexique à la Havane à la fin février. Une fois l'affaire plus ou moins éclaircie et renvoyée au chapitre des bourdes diplomatiques dont Castañeda fait sa divertissante et parfois plus grave spécialité, Vicente Fox a tenu à rassurer la presse de la qualité "magnifique" des relations du Mexique avec Cuba. Au début mars, le Mexique et Cuba sont par ailleurs convenus d'un nouvel accord de restructuration de la dette cubaine envers le Mexique, qui atteint les 380 millions de \$ É.U.. L'accord prévoit entre autres choses l'augmentation des exportations mexicaines vers l'île. Les choses semblaient donc s'être arrangées, jusqu'à ce que la Conférence de Monterrey — à laquelle Castro n'avait pas été invité par le gouvernement du Mexique — soit convoquée. La presse mexicaine a qualifié l'incident de la quasi-expulsion de Fidel Castro d'*encontronazo*, un jeu de mot railleur entre "rencontre" (*encuentro*) et "fiasco" (*truene* ou *tronazo* en bon vernaculaire). La presse nord-américaine a aussi laissé savoir que le Président Bush

avait effectivement manifesté son déplaisir de frayer avec Fidel Castro à l'occasion de cette conférence. Le gouvernement du Mexique a donc prié le leader Maximo de bien vouloir se retirer avant que le fils Bush ne vienne se joindre aux amis du développement. D'une certaine façon, on peut comprendre qu'il faille traiter avec une certaine délicatesse ceux qui détiennent les cordons de la bourse ; il n'empêche que l'évènement s'est ajouté à une longue liste d'impairs démontrant que le savoir-faire diplomatique n'est pas nécessairement le fort de l'administration mexicaine actuelle, et que le Mexique de Fox ne tient plus à soigner la relation d'affinité historique que le pays entretenait jusqu'à maintenant avec la révolution cubaine. Finalement et aux derniers jours de mars, l'ambassadeur cubain au Mexique a été rappelé sur l'île pour des "consultations", tandis que l'ambassadeur du Mexique à Cuba a remis sa démission... Au Mexique, le Secrétaire Castañeda a été rappelé à l'ordre par le Congrès, lequel demande des explications formelles quant aux différents impairs commis dernièrement à l'encontre de Cuba, et pourrait le rabrouer assez fort, voire demander sa destitution...

- Enfin, et à l'issue de la conférence de Monterrey, le Président Bush s'est engagé à débloquer une enveloppe d'aide de

30 millions de \$ É.U. pour les programmes mexicains de lutte contre la pauvreté dans les zones sud-est du pays — d'où proviennent les flux les plus importants d'émigrants vers les États-Unis —, tandis que le dossier migratoire est resté sur la tablette des questions gênantes. Vicente Fox espérait en effet qu'un accord visant l'amnistie des immigrants illégaux aux États-Unis et la protection des migrants intervienne enfin entre les deux pays, mais Bush n'a pas vraiment l'aval du Congrès sur cette question pour promettre davantage que l'expression de ses sympathies les plus ou moins sincères. Compte tenu de l'importance de la question migratoire pour le Mexique — comme pour l'administration Bush qui doit bien prévoir quelques concessions en retour des faveurs électorales de la communauté "chicana" pour les élections législatives de novembre prochain—, on peut néanmoins croire que le dossier n'en soit pas pour autant clos. Toujours à l'issue de la rencontre de Monterrey, Vicente Fox et Jean Chrétien ont aussi annoncé qu'ils verraient à élargir le Programme des travailleurs agricoles temporaires, en vigueur depuis 1974 entre les deux pays, et qui a permis à près de 10 000 Mexicains de travailler au Canada l'an dernier.

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES



The Economist, 21 mars 2002 : "But does he really love her?"

La presse internationale a réagi avec moult sarcasmes aux visites de Bush en

Amérique centrale pendant la dernière semaine de mars, puisqu'elle a surtout vu dans cette manœuvre une tactique visant à s'assurer des ferveurs électorales de la communauté centro et latino-américaine installée aux États-Unis. La caricature reproduite ci-dessus évoque aussi la représentation curieuse que se font les élites nord-américaines des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine : une cour

maladroite entre un gauche prétendant, et une señorita en jupettes bouleversée de plaisir. Une représentation certainement partielle et plus que jamais machiste, qui ne correspond pas nécessairement à celles qui se font depuis le Cône sud, le centre, et les îles de cette relation distante mais contraignante. La tournée fut également l'occasion pour le président Bush de promouvoir comme il se doit le libre-échange, le commerce étant synonyme de liberté ...

Cela dit, la région centro-américaine est décidément dans le collimateur des grands de ce monde en ce moment : les États-Unis et maintenant le Brésil se montrant fort intéressés à parler commerce avec la région. Bien que le Président Bush n'ait pas encore la pleine autorité pour engager des négociations commerciales formelles — puisque le Sénat n'a pas encore confirmé lui octroyer l'«autorité de promotion du commerce» (Trade Promotion Authority) et ne semble pas prêt de le faire à court terme, —, cela ne l'empêche pas de faire comme s'il l'avait déjà, avec l'Amérique centrale certes, mais aussi avec le Chili, avec lequel les rumeurs veulent qu'un accord soit finalement signé en juin prochain, soit avec plus de trois mois de retard sur le calendrier initial. En bref, le dossier du libre-échange entre les États-Unis et les cinq pays d'Amérique centrale semble avancer... à petits, tous petits pas.

- Fin février, les ministres des affaires extérieures et du commerce international de la région se sont rencontrés à Managua pour y décider d'une position commune face aux États-Unis, et ce notamment sur la question des subsides publics aux producteurs américains. Les représentants des pays de la région ont également discuté de la mise sur pied d'une commission d'arbitrage en charge de la résolution des conflits commerciaux, ainsi que de l'harmonisation des tarifs extérieurs. Ils sont également convenus de chercher conseil auprès du Mexique pour mieux négocier avec les États-Unis, le savoir-faire des hauts-

fonctionnaires mexicains en matière de négociations commerciales étant particulièrement reconnu. Les représentants du Honduras et du Nicaragua ont aussi profité de cette occasion pour amorcer des discussions sur le tarif de 35 % imposé par le Nicaragua à son voisin.

- Pendant la première semaine de mars, les leaders d'Amérique centrale se sont de nouveau rencontrés à Panama pour y célébrer la signature d'une entente-cadre entre ce pays et le reste de l'Amérique centrale, ainsi que d'un accord de libre-échange entre Panama et El Salvador. Le Nicaragua et le Panama se sont donnés un mois supplémentaire pour négocier leur commerce bilatéral et définir une liste de produits et secteurs sensibles, comme les produits laitiers, les cigarettes, la pâte de tomate et même les services bancaires pour le Nicaragua, et la viande pour le Panama. Par ailleurs, le Président du Brésil a assisté à titre d'invité d'honneur aux tractations centro-américaines ; il a par ailleurs manifesté son intention de proposer une entente de libre-échange à la région, une proposition intéressée dont la concrétisation ferait d'une pierre deux coups. D'une part, les industries du textile et de la chaussure brésilienne pourraient trouver avantage à s'y relocaliser en vue de la re-exportation vers les États-Unis, et d'autre part, l'intégration régionale se retrouverait renforcée d'une éventuelle entente Mercosur/Amérique centrale, ce qui consoliderait la marge de manœuvre de ces pays comme celle du Brésil pour négocier des ententes commerciales bilatérales et hémisphériques avec les États-Unis. Le Panama pourrait être le premier à signer un accord commercial avec le Brésil, et constituerait en quelque sorte le point de mire à partir duquel la suite des négociations pourrait s'envisager. Le Panama de son côté pense aussi stratégie et a annoncé son intention d'amorcer des négociations bilatérales avec les États-Unis, en marge des discussions régionales.

- Tandis que les leaders d'Amérique centrale s'enthousiasmaient à l'idée

d'annexer un série de thèmes et problèmes à un accord commercial avec les États-Unis, ces derniers ne semblent pas prêts au-delà de discussions plus restreintes portant sur le commerce, l'investissement, la propriété privée et la propriété intellectuelle. En effet, George Bush a rencontré les chefs d'État des pays d'Amérique centrale le 24 mars dernier au El Salvador pour une réunion de quelques heures à l'issue de laquelle les leaders centro-américains ont demandé que, si un accord commercial il y a avec les États-Unis, celui-ci intègre des considérations particulières sur une liste ambitieuse de thèmes comme le développement économique et social de la région, les migrations, l'investissement étranger et l'emploi, la sécurité, et l'environnement. Cette rencontre a essentiellement permis aux parties de s'entendre sur ce que recouvrirait et ne recouvrirait pas une entente de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale. Bush a de son côté indiqué qu'il ne pouvait pas s'engager à réduire ou éliminer les subsides et tarifs appliqués au secteur agricole, le Congrès ne lui permettant pas une telle liberté. Il y a également indiqué qu'il s'était déjà engagé à promouvoir une meilleure protection des migrants légaux et illégaux aux États-Unis et qu'il étudierait la possibilité de renouveler le système de permis temporaires accordés aux immigrants salvadoriens et honduriens, qui viendront à échéance, respectivement, en juillet et septembre prochain. Il a aussi évoqué l'importance de convenir de mesures communes visant la coopération en matière de sécurité et de trafic des stupéfiants. Pour finir, Bush a spécifié qu'un accord commercial avec les pays d'Amérique centrale sera conditionnel à ce que de sérieuses réformes économiques et législatives favorables à la libéralisation commerciale soient entreprises dans l'isthme... La rencontre a en somme peut-être dégrisé les dirigeants d'Amérique centrale, qui espéraient le Père Noël et ont plutôt rencontré un businessman venu les mains vides parler des conditions préalables au négoce.

- À la mi-mars, une rencontre internationale sur le Plan Puebla-Panama s'est tenue au Costa Rica. La réunion a été organisée conjointement par la Fédération interaméricaine de l'industrie de la construction (FIIC) et un bureau régional de l'USAID. La rencontre a permis de réunir entrepreneurs, investisseurs et bailleurs de fonds internationaux en vue de mieux profiler les différents projets d'infrastructure qui pourront se faire dans le cadre du Plan. Ce Plan, qui prévoit notamment la promotion du développement économique d'une zone englobant neuf états du sud du Mexique et sept pays d'Amérique centrale, consiste principalement en la modernisation des infrastructures de la région (routes, ports, aéroports, gazoducs), la promotion du tourisme et du commerce, et l'aide à la micro, petite et moyenne entreprise. Le PIB de la région atteint quelque 400 000 millions de \$ É. U., dont près de 85 % provient du seul Mexique. En marge de la conférence de l'ONU à Monterrey, le Mexique et les pays d'Amérique centrale ont aussi décidé d'un nouveau plan visant à convoquer au Yucatan dès la fin juin prochain les investisseurs internationaux et les banques multilatérales, dans le cadre de la modernisation des infrastructures prévue par le Plan Puebla Panama. Les chefs d'État sont convenus de définir d'ici là un cadre légal facilitant l'investissement étranger. Le Plan a reçu jusqu'à présent un financement de 4 milliards de \$ É.U., garanti à 75 % par la Banque interaméricaine de développement et à 25 % par le gouvernement du Mexique. Plus de 85 % de ces fonds iront au système routier, 11 % à l'interconnexion électrique, et les 4 % restant à des programmes de développement social de l'ensemble de la région.

- Au El Salvador, la Banque centrale a publié à la mi-mars un rapport évaluant le commerce bilatéral avec le Mexique, à un an de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre le Triangle du nord et le Mexique. Tandis que les exportations salvadoriennes vers le Mexique ont presque doublé (de 13,4 à 24, 6 millions de \$ É.U.)

de 2000 à 2001, l'emploi n'a pas été le moins affecté par ces gains commerciaux. La Banque estime que ces résultats à l'exportation tout en augmentant en 2002, pourraient atteindre les 55 millions de \$ É.U. Le ministère de l'économie, quant

à lui, calculait que le libre-échange avec le Mexique pourrait générer jusqu'à 50 000 emplois sur les cinq premières années de sa mise en œuvre ; ce que les résultats de la première année ne valident guère.

MERCOSUR

- En Argentine au début mars, le gouvernement Duhalde a annoncé sa décision d'appliquer aux grandes entreprises un impôt exceptionnel à hauteur de 2,5 milliards de pesos pour constituer un fonds social en faveur des plus défavorisés. Aussi, les discussions ont repris avec le FMI. Elles s'annoncent difficiles, Anoop Singh, un dur à cuire, ayant remplacé l'argentin considéré comme modéré Claudi Loser à la tête de la division du Fonds pour l'Amérique latine. Au terme d'une mission de 10 jours début mars, malgré tout qualifiée de fructueuse par les délégués du FMI, l'organisme demeure toujours sur ses positions. Le retour de la confiance et de la croissance passe par le contrôle de l'inflation, l'élimination des déséquilibres publics et la consolidation du système financier. Pour le FMI, les comptes du gouvernement Duhalde ne tiennent pas la route. En particulier, l'hypothèse d'une chute de 5 % du PIB et d'un taux d'inflation de 15 % pour cette année est jugée trop optimiste. L'accord intervenu entre le gouvernement central et les provinces n'est pas non plus acceptable pour le FMI, pas plus d'ailleurs que le contrôle des opérations bancaires et la prolifération des monnaies parallèles. Les négociations avec le FMI se poursuivent malgré tout, celles-ci devant reprendre début avril avec l'envoi d'une nouvelle mission à Buenos Aires. En attendant, le gouvernement Duhalde cherche désespérément les moyens de satisfaire les exigences du Fonds. En particulier, le gouvernement devrait introduire une nouvelle législation sur les faillites et éliminer la loi sur la « subversion économique » datant du temps de la dictature et que le fonds juge préjudiciable

aux intérêts des banquiers. En attendant le désespoir de la population est à son comble et le peso continue de plonger. Celui-ci a perdu pas moins de 70 % de sa valeur depuis janvier. (Voir l'analyse de la crise argentine et la défense du FMI que fait l'ancien économiste en chef du Fonds, Michael Mussa, sur le site de l'Institute for International Economics.)

- Contrairement à l'Argentine, les chiffres économiques au Brésil sont généralement bons. L'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) estime que la croissance économique a atteint les 1,51 % en 2001, une baisse certaine par rapport à l'année précédente (+ 4,36 %), mais un résultat enviable si on le compare au Mexique, un autre pilier économique de l'Amérique latine, qui a enregistré un taux de croissance nul en 2001. Au dernier trimestre 2001, la croissance du PIB a clôturé l'année avec - 0,69 %. C'est surtout les performances négatives du secteur de l'industrie qui expliquent cette chute (un PIB sectoriel de -5,48 %), tandis que l'agro-alimentaire a bondi de + 9,92 % et que les services ont atteint un PIB sectoriel de 1,75 %.

À l'issue d'une rencontre à Brasilia avec des représentants du gouvernement Cardoso, le Commissaire pour le commerce extérieur de l'UE, Pascal Lamy, a réaffirmé sa volonté de parvenir rapidement à un accord de libre-échange entre le Mercosur et l'UE. Il a par ailleurs spécifié, en réponse à la demande du Brésil qui souhaiterait inclure la libéralisation du secteur agricole à un éventuel traité, que l'UE préférerait que le thème agricole soit adressé à l'OMC et non

dans le cadre d'une entente bilatérale. En plus clair, l'UE ne pliera pas sur la question des subventions agricoles, à l'insatisfaction des pays membres du Mercosur qui demandent dans tous les forums commerciaux dont ils sont partie l'ouverture des marchés agricoles des pays industrialisés. Sur cette question, l'UE rejoint les États-Unis qui souhaitent voir le dossier traité à l'OMC et non dans le cadre de négociations hémisphériques. En attendant, les deux parties en sont à des discussions techniques sur les réductions tarifaires, le Mercosur ayant présenté une proposition de libéralisation couvrant moins de 30 % du commerce bilatéral entre les deux régions, tandis que l'UE en souhaiterait davantage. La prochaine réunion de négociations avec l'ensemble des représentants du commerce du Mercosur se tiendra en avril prochain à Madrid. Pendant ce temps-là, les négociations bilatérales entre l'UE et le Chili vont au galop et en sont déjà à leur neuvième ronde, convoquée au début de mars. Quelques "hics" se sont profilés : à la demande du Chili d'exclure les vins (l'appellation d'origine de certains vins chiliens pouvant être mise en question par des producteurs français) et l'accès aux ressources marines de l'accord de libre-échange, Pascal Lamy aurait répondu par un non cinglant. La dixième ronde est prévue pour le 15 avril prochain.

Pendant qu'ils poursuivent chacun pour soi des négociations avec l'UE, le Chili et le Brésil ont aussi décidé au 19 mars d'élargir l'accord de complémentarité économique en vigueur depuis 1996, et d'y inclure des préférences réciproques pour les secteurs agricole, automobile, agro-industriel, textile et chimique. Les nouvelles mesures recouvrent près de 20 % du total des produits échangés entre les deux pays, et réactivent les exportations chiliennes de produits automobiles vers le Brésil, en flottement depuis 1999. Actuellement, le commerce entre les deux pays atteint les 2,2 milliards de \$ É.U. Sur le front des

négociations du Chili avec les États-Unis, personne ne sait trop ce qu'il en retourne pour le moment, mais toujours est-il que le 28 février les deux parties sont convenues de tenir une nouvelle ronde de négociations, la onzième, dans la semaine du 8 avril et une douzième à partir du 6 mai.

- Oeil pour œil, dent pour dent : le Brésil n'entend guère se laisser faire en matière commerciale. En réponse aux mesures tarifaires américaines prises dans le secteur de l'acier, les Brésiliens ont annoncé qu'ils étudiaient la possibilité d'imposer une taxe de, n'y allons pas avec le dos de la cuillère, rien de moins que 115 % sur les exportations de coton américain vers leur marché. En 2001, le Brésil a importé plus de 95 000 tonnes de coton américain. L'imposition d'une telle taxe risque donc de frapper dur les exportations états-unienne de ce produit... Mais il goûteront ainsi de leur propre médecine.

- Enfin, fin mars, l'Uruguay et le Mexique sont convenus d'élargir l'accord commercial en vigueur entre les deux pays depuis trois ans, vers une entente de libre-échange qui inclurait les secteurs du vêtement, des textiles à base de lainage et l'automobile. Un nouvel accord pourrait être signé d'ici juin prochain. L'Uruguay compte également procéder à des négociations commerciales avec le Canada. Bonne manœuvre puisque les pourparlers avec les États-Unis ont déjà été amorcés le mois dernier, et que le pays pourra sans doute tenter son insertion à l'ALÉNA par la voie "de facto"... Aussi et au 25 mars, le FMI a accordé à l'Uruguay un nouvel accord Stand By prévoyant l'allocation de plus de 743 millions de \$ É.U. en plus des 188 millions restant sur sa dernière tranche de crédit approuvée pour 2000-2002.

PAYS ANDINS

Bush au Pérou

Tout comme en Amérique centrale où l'on caressait des espoirs fous à l'annonce de sa venue, la visite de Bush au Pérou a suscité de grandes attentes mais a produit bien peu de résultats. Comme en Amérique centrale, la presse péruvienne comptait les jours avant "son" arrivée pour lâcher un sec "il est venu les mains vides" à son départ. À part jouer les durs trois jours après l'explosion d'une bombe près de l'ambassade américaine à Lima et se vanter que les terroristes à deux sous ne lui faisaient pas peur, que venait-il donc faire au Pérou ?

D'abord, le Président des États-Unis venait surtout palabrer de sécurité, de lutte contre le terrorisme, et de drogue avec les représentants du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur et la Colombie. Il a en effet proposé l'adoption d'une nouvelle stratégie commune de lutte contre le terrorisme financé par le trafic des stupéfiants. Ensuite, Bush n'avait rien de franchement brillant à dire sur la question du renouvellement de l'ATPA — qui garantit des privilèges commerciaux aux pays andins depuis 1991 contre une plus grande coopération en matière de lutte contre la culture et le trafic de stupéfiants —, sinon qu'il prierait le Sénat de bien vouloir se presser davantage : le jeu est en effet dans le camp législatif, qui décidera d'examiner la question quand le cœur lui en dira. Pour les pays andins, le renouvellement du traité (et son élargissement au textile et au thon) est d'une importance critique puisqu'il recouvre une part importante de leur commerce avec les États-Unis. Dans le seul cas du Pérou par exemple, il recouvre plus de 42 % de ses exportations vers ce marché. Enfin, Bush a surtout annoncé qu'il envisageait l'amorce d'un accord de promotion des investissements avec le Pérou, ainsi que

l'attribution d'une aide pour réduire ses paiements de dette extérieure. Bilan ? Plutôt positif pour le Pérou. Avançons donc la possibilité que la visite de Bush n'était que politique : s'assurer des sympathies du gouvernement Toledo et de sa collaboration dans des affaires d'intérêt commun, et mieux encore, peut-être l'investir du leadership régional à l'heure où la région andine traverse de sérieux problèmes socio-politiques — dont la colère des cococaleros en Bolivie, la disgrâce de Chavez au Venezuela et les problèmes fiscaux de son administration, la violence armée renouvelée en Colombie, et quelques coups d'éclat du Sentier lumineux au Pérou. Si cette idée a quelque pertinence, les investissements étrangers, les billets issus de l'USAID, de la NED et des organismes financiers multilatéraux devraient commencer de pleuvoir bientôt sur le nouveau favori de Washington.

Vers mieux ou pire, c'est selon, les choses s'accélérent en Colombie. Le 6 mars, le Congrès a approuvé l'initiative de l'administration Bush de garantir une aide militaire et financière au gouvernement colombien, pour un total de 1 538 millions de \$ É.U. Le 22 mars, George Bush a demandé au Congrès une enveloppe d'urgence additionnelle de près de 35 millions de \$ É.U. pour la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants en Colombie — un montant qui ne constitue qu'une mince tranche des 27 milliards au total requis par Bush dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme dans le monde. On ne sait pas vraiment si les deux événements sont liés mais on peut croire que l'éventualité d'une plus grande capacité de frappe du gouvernement colombien ait pesé lourd dans la décision de l'Armée de libération nationale (ELN) de lever le pouce quelques jours à peine après l'annonce de la demande d'urgence de Bush auprès du Congrès, et à

l'issue d'une rencontre à la Havane entre les représentants de l'ELN et le gouvernement colombien. Une trêve a donc été déclarée pour les prochains six mois, tandis que les insurgés (plus de 4000) se sont engagés à libérer les quelque centaines d'otages qu'ils détiennent. L'accord ne touche pas les Forces armées révolutionnaires (FARC), qui ne montrent pas de dispositions à négocier avec le gouvernement. Le dialogue est rompu avec celles-ci depuis le 20 février dernier et l'offensive a repris depuis lors.

- En Équateur, la privatisation des avoirs d'État débutera en grande dès avril, le gouvernement Noboa espérant tirer près de 383 millions de \$ É.U. de l'opération, et encourager ainsi l'investissement étranger. En dépit de l'opposition sociale que cette initiative suscite, le gouvernement Noboa prévoit mettre aux enchères internationales plus de 17 compagnies de distribution d'électricité, et permettre l'achat de 51 % des actions publiques. Le Financial Times rapporta dans son édition du 21 mars le graffiti suivant : "En venta : lindo país, vista sobre el mar. Informese en el palacio presidencial". Pendant ce temps, la Chine a annoncé qu'elle accorderait un prêt de 40 millions de \$ É.U. à l'Équateur, en plus d'une aide d'urgence de 3 millions, des

fonds qui seront, respectivement, canalisés vers la reconstruction des ponts détruits pendant la dernière saison des pluies et l'assistance aux secteurs les plus défavorisés de la population équatorienne.

- Fin mars, le Président de la Bolivie Jorge Quiroga a réagi avec une certaine défiance aux allégations du Département d'États des États-Unis, insatisfait de sa politique d'éradication de la culture de coca. Quiroga a en effet précisé qu'en ce qui le concernait, la réduction de la culture et non son éradication totale était un objectif suffisant pour ne pas exaspérer plus qu'il n'en faut déjà les producteurs boliviens — concentrés notamment dans les régions des Yungas et du Chaparé. Il a aussi rappelé qu'il s'agissait d'une question nationale qu'il incombait aux Boliviens de régler... Selon le rapport de Quiroga, près de 50 000 hectares de coca ont été éliminés dans le cadre du "Plan Dignidad" depuis son entrée en fonction en 1997. Enfin, fin commerçant, Quiroga a aussi annoncé qu'il intensifierait sa politique de réduction de la culture de coca en échange du renouvellement de l'ATPA en mai prochain...

BRÈVES HÉMISPHERIQUES

- La Canadienne Molson a acquis le brasseur de bière brésilienne Kaiser, pour 1, 2 milliard de \$ Can. Via ses activités au travers de sa filiale Bavaria, la compagnie canadienne détient maintenant et grâce à cette opération plus de 18 % des parts du marché de la bière au Brésil, son marché le plus important en Amérique du sud, derrière AmBev, qui occupe plus de 70 % des parts du marché au Brésil. Ce marché est le quatrième en importance dans le monde et représente quatre fois le marché canadien.
- De nouvelles occasions d'affaires se profilent dans les télécommunications brésiennes : la chambre des députés du Brésil a en effet approuvé aux derniers jours de février une proposition d'amendement constitutionnel permettant la participation de capitaux étrangers, à raison d'un plafond de 30 %.
- Premier accord commercial entre un pays centro-américain et caribéen : le traité de libre-échange entre le Costa Rica et la République dominicaine est entré en vigueur

- dans la première semaine de mars. Les exportations du Costa Rica vers l'île ont atteint les 56,4 millions de \$ É.U. en 2001, contre 4,3 millions de \$ É.U. en importations.
- Un accord "Stand By", suivi d'une lettre d'intention clarifiant le programme économique du pays, a été signé entre le Guatemala et le FMI à la mi-mars. Il s'agit du premier accord de ce genre entre le fonds et le Guatemala, et cela bien que plusieurs ententes aient été esquissées sans succès depuis 1983. Dès avril prochain, le pays devrait être en mesure de recevoir les 70 millions de \$ É.U. déboursés par le FMI, ainsi que les 50 millions de la Banque mondiale et les quelque 120 millions de \$ É.U. provenant de la BID. Le FMI demande essentiellement à ce que le Guatemala mette l'accent sur la discipline fiscale, les dépenses minimales et maximales en matière de développement social et la transparence dans l'utilisation des fonds publics.
 - Mi-mars, le Bahamas a convenu d'un accord avec l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) visant à réglementer les pratiques fiscales en vigueur sur l'île, considérée comme l'un des paradis fiscaux les plus prisés dans le monde. Les Bahamas font partie d'une liste noire de près de 35 pays pratiquant des politiques fiscales douteuses, lesquels ont pour la plupart consenti — sous la menace de sanctions — de signer des accords avec l'organisation pour la réglementation des activités de blanchiment d'argent.
 - Aux premiers jours d'avril prochain, le Canada et le Honduras amorceront les négociations en vue de la signature d'un accord de libre-échange. Le Honduras a pour sa part indiqué qu'il s'opposerait à ce que des clauses sociales et environnementales soient annexées à l'accord.
 - Le 10 mars dernier, le Canada a annoncé qu'il versera 1,3 milliards de \$ Can. à l'aide au développement liée au commerce administrée par l'OMC, dans le cadre de ses programmes d'assistance technique au commerce et au développement.
 - À la suite de sa réunion tenue à la fin de la première semaine de mars, à Fortaleza, au Brésil, la BID a annoncé l'instauration d'une nouvelle ligne de crédit permanente de 6 milliards de \$ É.U. qui servira de fonds d'urgence pour les pays en crise. La BID estime que la région a connu un taux de croissance économique d'à peine 0,5 % en 2001, et elle prévoit que ce taux se ramènera à zéro en 2002. La réunion du BID a suscité d'importantes mobilisations sociales venues y dénoncer les politiques de la Banque dans la région.
 - Un sondage de *Vox Populi* au Brésil indiquait au 21 mars que le candidat du Parti du travail Lula da Silva est le favori des électeurs, avec 26 % des intentions de vote, contre le Sénateur José Serra (20 %) de l'alliance gouvernementale (PSDB-SP) et la gouverneure libérale Roseana Sarney (PFL) (18 %). La presse brésilienne rapporte qu'une alliance entre le PT et les libéraux se fera éventuellement en vue de remporter les élections présidentielles d'octobre prochain.
 - Au 27 mars, la BID a annoncé l'allocation d'un prêt de 694 millions de \$ É.U. à l'Argentine. Les fonds iront à la consolidation du système de sécurité sociale.

- Enfin, pendant la conférence de Monterrey, une autre fine remarque faite par le Président Chavez en réponse aux commentaires de Gorge Bush sur la situation politique “préoccupante” au Venezuela vaut la peine d’être rapportée : “J’aimerais remercier Bush pour ses propos et aussi lui dire que nous sommes également fort préoccupés par la situation économique et politique aux États-Unis...” Un charmant pied-de-nez à l’arrogance états-unienne, vraiment.